

ARRETE N°2024/61

**AUTORISATION DE STATIONNEMENT D'UN AERONEF
POUR MONSIEUR DE L'HAMAIDE**

La Présidente de la CoVe,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de la CoVe, lui conférant la gestion de l'aérodrome Ventoux Edgar Soumille ;

Vu la délibération n°76-17 du 24 avril 2017 relative à la tarification des redevances d'occupation de l'aérodrome, en particulier son article 1.3 prévoyant un tarif pour le stationnement dans un hangar construit par la CoVe d'un aéronef appartenant ou sous la garde d'une personne physique ou d'une personne morale de droit privé non titulaire d'une autre convention d'occupation ;

Vu la procédure d'attribution des emplacements de stationnement, publiée notamment sur le site internet de la CoVe ;

Vu la délibération n°58-23 du 3 avril 2023 portant délégation de pouvoirs du conseil de communauté à la Présidente de la CoVe ;

Vu l'arrêté n°2020-1308 du 15 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant l'absence de demande de résiliation de la part de Monsieur DE L'HAMAIDE, d'occuper un emplacement de stationnement pour un aéronef dans les conditions ci-dessus ;

Considérant qu'un emplacement correspondant à la demande est disponible au sein du hangar répertorié n°4 de l'aérodrome ;

ARRÊTE

Article 1 : objet

Monsieur Clément DE L'HAMAIDE est autorisé à stationner son aéronef TECNAM P 92 E immatriculé « F-JJTH » dans le hangar répertorié n°4 de l'aérodrome Ventoux Edgar Soumille, sis 232, chemin de Saint-Gens sur la commune de Pernes-les-Fontaines.

Le présent arrêté constitue une autorisation d'occupation du domaine public et relève exclusivement des dispositions législatives et réglementaires en la matière, à l'exclusion de tout autre, notamment du droit civil ou du droit commercial.

Article 2 : durée

La présente autorisation prend effet au 1^{er} janvier 2024 et prend fin au 31 décembre 2024.

Article 3 : terme – résiliation anticipée

Au terme normal du présent arrêté, l'occupant devra obtenir une nouvelle autorisation ou libérer les lieux.

Le bénéficiaire peut demander la résiliation anticipée de la présente autorisation moyennant un préavis de trois mois.

La CoVe peut également notifier au bénéficiaire la résiliation de la présente autorisation pour tout motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois.

En cas de faute du bénéficiaire de la présente autorisation, ou de manquement à l'une de ses obligations au titre du présent arrêté ou au regard de la réglementation applicable à l'aérodrome, la CoVe peut lui notifier sa résiliation, sans délai au besoin.

Article 4 : conditions de jouissance

Afin de pouvoir jouir de cet espace, Monsieur DE L'HAMAIDE devra fournir les éléments suivants au Bureau de Piste de l'Aérodrome :

- copie de pièce d'identité en cours de validité ;
- justificatif de domicile de moins de trois mois ;
- copie du certificat de navigabilité de l'aéronef ;
- copie du justificatif d'assurance de l'aéronef ;
- copie de justificatif d'assurance en responsabilité civile ;

Ces documents seront joints au dossier. Prévenir le Bureau de Piste de l'Aérodrome en cas de changement de coordonnées.

L'occupant prendra l'emplacement en l'état actuel. Il déclare l'avoir visité et le connaître.

L'occupant devra le tenir ainsi durant toute la durée de la mise à disposition et le rendre dans son état initial à l'expiration de l'arrêté. Aucune transformation des lieux, même provisoire, n'est autorisée par la CoVe.

L'autorisation de stationnement porte exclusivement sur l'aéronef déclaré par l'occupant, à l'exclusion de tout véhicule terrestre à moteur.

L'occupant ne devra pas déposer de marchandises ou de déchets dans le hangar ou à l'extérieur de celui-ci et s'interdira d'avoir un dépôt d'essence et de tous produits solides ou liquides inflammables et pouvant provoquer un incendie.

L'occupant renonce à tout recours en responsabilité contre la CoVe en cas de vol ou de perte de biens, ou de détérioration de l'aéronef placé dans les lieux mis à disposition.

Il est convenu que toutes les tolérances de la part de la CoVe, relatives aux clauses et conditions énoncées au présent arrêté, ne pourront en aucun cas être considérées comme apportant une modification ou suppression à ces clauses et conditions, ni comme génératrices d'un droit quelconque.

La présente autorisation est accordée exclusivement à l'occupant qui ne pourra ni la céder, ni la transférer, ni en faire bénéficier un tiers sous quelque forme que ce soit. Il devra veiller à utiliser cette autorisation en respectant la sécurité et la tranquillité publiques ainsi que l'intégrité du domaine public. En cas de dégradation du fait de son activité, les frais seront à sa charge.

Article 5 : assurances

L'occupant devra obligatoirement être assuré contre les risques d'incendie, d'accident ou dommage de toute nature qui pourraient survenir à des personnes ou à des biens du fait de son activité et ce quelle qu'en soit la cause avec renonciation de tout recours contre la CoVe.

La CoVe se dégage de toute responsabilité en cas d'accident, d'incendie ou d'autre dommage de toute nature.

Article 6 : conditions financières

L'occupation de l'emplacement de parking est consentie moyennant le versement d'une redevance quotidienne de cinq euros (5€) à compter de la date d'entrée dans les lieux.

Le montant des redevances sera adressé au régisseur des recettes de l'aérodrome trimestriellement. L'occupant devra régler par trimestre civil d'avance. D'autre part, il conviendra d'acquitter annuellement le montant des fluides qui correspondra au montant total de l'année écoulée divisé par le nombre de locataires sur présentation des factures honorées par la CoVe.

Article 7 : accès

Une clé sera remise gracieusement à l'occupant. Il reconnaît avoir été averti qu'en cas d'usage anormal, de bris, de perte ou de vol de cette clé d'accès, il devra en effectuer le remplacement à ses frais, ainsi que les frais liés au changement de serrure s'il y a lieu.

Article 8 : exécution

Le directeur général des services de la CoVe est chargé de l'application du présent arrêté, dont une copie sera remise en main propre à l'intéressé avec accusé de réception.

Fait à Carpentras, le 12/01/2024
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau
qui certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte

En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/01/2024

Reçu en préfecture le 15/01/2024

Publié le 15/01/2024



ID : 084-248400053-20240112-A2024_61-AR